

Cartes grises et ministère : la colère de la FNA

jeudi, 07 décembre 2017

La FNA considère que la voix des artisans qu'elle représente n'a pas été entendue lors de la dernière réunion sur les cartes grises qui se tenait le 5 janvier au ministère de l'intérieur en présence du CNPA, du CCFA et de la CSIAM. Elle exige des mesures propres aux difficultés des TPE et des artisans qui ont notamment et urgemment besoin d'aides financières face «au chaos» qui menace la survie des entreprises concernées.



Gérard Polo estime que la réunion du 5 décembre au ministère sur la digitalisation des cartes grises et des permis de conduire a oublié de prendre en compte les problèmes que cette crise pose spécifiquement aux TPE et artisans de l'automobile, soit 95% de la filière...

La FNA est en colère. «Le ministère de l'Intérieur n'a étonnamment pas jugé utile d'inviter les "entrepreneurs-artisans" dans le tour de table réuni le 5 décembre à son initiative. Y étaient exclusivement conviés les constructeurs et leurs proches qui ont profité de l'opportunité pour s'associer à la communication publique qui s'en est suivie», a-t-elle expliqué [dans un communiqué](#) au lendemain de la rencontre en question (voir «[Cartes grises bloquées : première solution pour les "WW"...](#)»).

Contactée, son président Gérard Polo se défend de toute réaction d'orgueil froissé. Pour lui, c'est une faute du ministère qui, en occultant la FNA, a surtout "oublié" d'intégrer les attentes de 95% de la profession, à savoir «les quelque 110 000 entreprises de moins de 11 salariés de la filière des services de l'automobile que notre organisation professionnelle représente exclusivement et quotidiennement», souligne-t-il. «Et croyez-moi bien volontiers : nous aurions vu sortir une vraie solution pour eux de cette rencontre ministérielle, nous en aurions été heureux, présents ou pas. Et nous l'aurions même saluée».

Les petites structures occultés

Si Gérard Polo est en colère, c'est parce qu'il estime qu'en fait, rien de l'urgence qui s'impose aux petites structures confrontées aux errements du nouveau système de délivrance des certificats d'immatriculation en ligne n'a été traité avec diligence.

«Il y a bien sûr les importateurs de véhicules d'occasion qui sont en première ligne face aux dysfonctionnements du dispositif public. Un progrès semble ? je dis bien semble ? avoir été fait dans ce sens. Mais de graves lacunes demeurent, par un manque de prise en compte exhaustive des problèmes du terrain, que ne peut effacer une communication officielle, même bien orchestrée. La réalité, c'est que les petites entreprises, aux trésoreries fragiles, n'ont plus le temps d'attendre alors qu'elles sont dans l'impossibilité de livrer leurs véhicules et que les annulations de commandes se multiplient, s'enflamme le président ; exaspérés, les consommateurs entament même des recours judiciaires qui mettent en danger l'image et la pérennité des professionnels concernés !».

Un travail en amont à refaire

Pour avoir depuis plusieurs semaines remonté des informations terrain auprès des autorités sur les difficultés vécues par les professionnels, puis rencontré la DSCR (Délégation à la Sécurité et la Circulation Routière) à ce sujet il y a plus de 15 jours déjà, puis avoir même interpellé le ministre de l'Intérieur lui-même le 29 novembre dernier, la FNA s'étonne donc de la double faute commise par cette réunion.

La première de ces fautes, c'est de ne pas avoir, donc, convié la grande majorité des entrepreneurs-artisans dont elle avait pourtant souligné les déboires spécifiques, estime la FNA ; la seconde, c'est surtout de ne pas avoir vu toute la diversité de leurs problématiques apparaître dans le communiqué final du CNPA, du CCFA (constructeurs français), de la CSIAM (importateurs d'automobiles) et du ministère de l'Intérieur. A commencer d'ailleurs par les difficultés d'enregistrement des inscriptions au permis de conduire, qui dévastent des auto-écoles *«déjà considérablement affaiblies par la violente dérégulation de leur métier»*, souligne Gérard Polo.

L'urgence d'une aide financière

Très agacé *«mais pas découragé pour autant, loin de là !»*, Gérard Polo compte bien obtenir *«un plan d'action d'urgence incluant des mesures d'aides financières et un accompagnement public de proximité pour aider chaque artisan impacté à faire face au chaos financier qui menace à court terme la survie de son entreprise»*.

A ces divers titres, la FNA veut rattraper le temps perdu. Elle exige donc d'être immédiatement intégrée au comité de pilotage annoncé le 5 décembre par le ministère et à tous les échanges sur ce dossier.

© Apres-Vente-Auto.com © Reproduction interdite